Des membres des divers partis de l'opposition ont manifesté leur entier appui à la proposition de résolution; ils sont tout à fait disposés à établir des comités, même si de tels organismes se sont déjà mis à la besogne avec beaucoup de compétence.

Selon moi, durant le peu de temps que le gouvernement a été en fonction (à la vérité, moins de six mois) et depuis moins de deux mois que dure la session, le gouvernement a démontré de façon bien évidente et concluante que, non seulement il entend tenir compte de ces groupements organisés qui accomplissent de si bonne besogne chez eux, mais qu'il veut aussi étudier avec eux les problèmes auxquels ils font face et les aider à les régler comme il convient.

Je songe, par exemple, au domaine agricole. De nombreux groupements compétents s'occupent de ce secteur important. Je dis secteur important, parce que jusqu'aujourd'hui et pour toujours, sans doute, l'agriculture a été et demeurera, non sans raison, l'armature de notre pays. Mais quel a été le sort de notre agriculture depuis quelques années? On a laissé périr la culture du sol au point que la ferme familiale disparaît rapidement. Les familles quittent la terre, parce que le coût de production est devenu trop élevé, tout simplement parce que la machinerie agricole coûte trop cher par rapport au prix injuste que touche le cultivateur pour ses produits. Il y a aussi la lenteur des méthodes de vente, outre, évidemment, les difficultés d'obtenir du crédit auxquelles il a dû faire face jusqu'à récemment. L'agriculteur était incapable de se tirer d'affaires.

Ces observations s'appliquent en général à la population agricole du pays entier, mais plus particulièrement aux jeunes cultivateurs, ce type de cultivateur dont, jusqu'à maintenant, je n'ai pas entendu parler à la Chambre, et qui a certainement une multitude de difficultés. Dans bien des cas, ces jeunes cultivateurs, revenus d'outre-mer à l'issue du dernier conflit mondial, n'ont guère eu l'occasion de se rétablir à temps pour profiter des bénéfices qui ont découlé de la courte période de grande prospérité dont l'agriculture a joui dans les dernières années quarante. En conséquence, le jeune cultivateur s'est trouvé pris bien solidement dans le terrible étau des prix qui s'est formé depuis lors.

En l'occurrence, la vieille maxime de la sécurité par le nombre ne s'appliquait certainement pas car le jeune agriculteur ne retirait que peu de consolation du fait qu'il était un parmi beaucoup d'autres. Il avait sa terre et un certain équipement, payés en partie, et il pouvait faire produire sa terre car la plupart d'entre eux étaient de bons

cultivateurs disposés à travailler. Il ne pouvait cependant payer ses dettes avec ses céréales entreposées dans sa ferme. Plus tard, des mesures ont été adoptées lui permettant d'emprunter à 5 p. 100 des fonds sur ses céréales entreposées chez lui. Ainsi, il payait 5 p. 100 d'intérêt alors qu'il en gagnait 2 p. 100 ou moins sur ses immobilisations.

Qu'a fait le jeune cultivateur? Dans bien des cas, il s'est trouvé dans cette situation que s'il avait la chance de se faire embaucher ailleurs, dans l'industrie par exemple, il s'en tirerait mieux financièrement en louant simplement ses bras et ses facultés qu'en immobilisant des sommes assez importantes dans l'agriculture. Le travail purement manuel lui rapportait plus que tout ce qu'il pouvait tirer de sa terre et de son matériel, mais il ne voulait pas être dans l'industrie. Il voulait être cultivateur et le Canada, en vérité, avait besoin de lui dans l'agriculture.

Cette situation avait été portée à la connaissance de l'ancien gouvernement qui n'a pas bougé. Je sais qu'il faudra du temps pour résoudre ces problèmes, mais je suis très heureux de voir que les problèmes agricoles et celui de l'argent cher font actuellement l'objet d'un examen complet dans le dessein de trouver rapidement une solution aussi juste que possible pour que le cultivateur puisse toucher sa juste part du revenu national.

Il y a de nombreux aspects de l'agriculture dont j'espère parler à mesure que la Chambre en sera saisie; toutefois, le temps s'en va ce soir et je voudrais former sincèrement le vœu que, le 1^{er} juillet 1967, grâce aux efforts de notre gouvernement, notre beau pays se trouve dans la situation enviable où il pourra être fier à juste titre de ce que tous nos citoyens jouiront non seulement d'un haut niveau d'existence comprenant la sécurité sociale, les services médicaux et hospitaliers, un programme d'habitation qui assurerait aux Canadiens les avantages d'une maison, avantages auxquels ils ont droit et dont ils peuvent être fiers, mais aussi d'une situation telle qu'un emploi de plein temps serait assuré à tout Canadien apte au travail.

Permettez-moi de signaler qu'il est dix heures.

TRAVAUX DE LA CHAMBRE

L'hon. M. Chevrier: Puis-je demander au leader de la Chambre ce que nous ferons demain?

L'hon. M. Green: Demain, nous présenterons une motion de subsides, puis le projet de résolution n° 147 du *Feuilleton* d'aujourd'hui, soit une mesure visant à établir un régime de garantie des prix à l'égard de certains produits